JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU MALI

TARIFS DES ABONNEMENTS		TARIFS DES INSERTIONS		OBSERVATIONS
	Un an	6 mois	La ligne.....	Prix au numéro de l'année courante.....500F
			400 F	Prix au numéro des années précédentes.....600F
Mali	20.000 F	10.000 F	Chaque annonce répétée.....	Les demandes d'abonnement et les annonces
Afrique.....	35.000 F	17.500 F	moitié prix	doivent être adressées au Secrétariat Général
Europe.....	38.000 F	19.000 F	Il n'est jamais compté moins de 2.000 F pour les annonces.	du Gouvernement-D.J.O.D.
Frais d'expédition.....	13.000 F			Les abonnements prendront effet à compter de
				la date de paiement de leur montant. Les abon-
				nements sont payables d'avance.

SOMMAIRE

ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

LOIS-DECRETS-ARRETES

6 mai 2016-Loi n° 2016-012/ relative aux Transactions, Echanges et Services électroniques....**p.842**

10 mai 2016-Loi n°2016-013/ portant modification de la Loi n°2012-007 du 7 février 2012, modifiée par la loi n°2014-052 du 14 octobre 2014, portant Code des Collectivités territoriales.....**p.864**

Loi n°2016-014/AN-RM portant ratification de l'Ordonnance n°2015-009/P-RM du 11 mars 2015 autorisant la ratification de la Convention de Minamata sur le mercure, adoptée le 10 octobre 2013, à Minamata (JAPON).....**p.866**

10 mai 2016-Loi n°2016-015/ portant ratification de l'Ordonnance n°2014-018/P-RM du 03 octobre 2014 portant création de la Direction générale du Contentieux de l'Etat.....**p.866**

Loi n°2016-016/ portant ratification de l'Ordonnance n°2015-022/P-RM du 06 août 2015 autorisant la ratification de l'Accord de prêt sur les ressources du Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID), signé à Bamako, le 11 juin 2015 entre le Gouvernement de la République du Mali et la Banque Islamique de Développement (BID) en sa qualité d'Administrateur dudit Fonds en vue du financement du Projet d'appui à l'Education bilingue de base.....**p.867**

3 mai 2016-Décret n°2016-0287/PM-RM portant création d'une Commission d'analyse et de réflexion sur la gestion des Affaires contentieuses concernant l'Etat.....**p.867**

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

Vu le Décret n°2016-0156/P-RM du 16 mars 2016 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Monsieur **Baréma BOCOUM**, Diplômé en Relations internationales, est nommé **Chargé de mission** au Cabinet du ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et de l'Intégration africaine.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 4 mai 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre des Affaires étrangères,
de la Coopération internationale et de l'Intégration africaine,
Abdoulaye DIOP

Le ministre du Commerce et de l'Industrie,
ministre de l'Economie et des Finances par intérim,
Abdel Karim KONATE

DECRET N°2016-0291/P-RM DU 4 MAI 2016 PORTANT ABROGATION DU DECRET N°2012-413/P-RM DU 20 JUILLET 2012 PORTANT NOMINATION DU DELEGUE GENERAL DES MALIENS DE L'EXTERIEUR

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2016-0022/P-RM du 15 janvier 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu le Décret n°2016-0156/P-RM du 16 mars 2016 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Le Décret n°2012-413/P-RM du 20 juillet 2012 portant nomination de Monsieur **Ibrahima Mamadou SYLLA**, N°Mle 397-58.R, Administrateur civil, en qualité de **Délégué général** des Maliens de l'Extérieur, est abrogé.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 4 mai 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre des Maliens de l'Extérieur,
Abdrmane SYLLA

Le ministre du Commerce et de l'Industrie,
ministre de l'Economie et des Finances par intérim,
Abdel Karim KONATE

ARRETES

**MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE
PUBLIQUE**

ARRETE N°2015-2310/MSHP-SG DU 22 JUILLET 2015 FIXANT LA LISTE NOMINATIVE DES MEMBRES DU COMITE NATIONAL D'ETHIQUE POUR LA SANTE ET LES SCIENCES DE LA VIE.

LE MINISTRE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE,

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} : Sont nommés membres du Comité National d'Ethique pour la Santé et les Sciences de la Vie, les personnalités ci-dessous désignées :

Présidence de la République :

- Professeur Aly Nouhoum DIALLO ;
- Professeur Sambou SOUMARE ;
- Professeur Mamadou Bocary DIARRA ;

Assemblée Nationale : Professeur Kalilou OUATTARA ;
Haut Conseil des Collectivités : Monsieur Mamadou Mamby TRAORE ;

Conseil Economique Social et Culturel : Docteur Nouhoum COULIBALY

Cour Suprême : Monsieur Sanzana COULIBALY ;
Primature : Monsieur Adama DIAWARA ;

Ministère chargé de la Santé :

- Monsieur Lamine DIARRA ;
- Professeur Gaoussou KANOUTE ;

Ministère chargé de la Recherche Scientifique :

- Docteur Tiéfolo KONE ;
- Professeur Bouba DIARRA ;

Ministère chargé de la Communication : Monsieur Alassane Souleymane ;

Ministère chargé de l'Industrie : Monsieur Adama SY ;
Ministère chargé de la Justice : Monsieur Madiou SANGHO ;

Ministère chargé de l'Energie : Monsieur Mady DIABATE ;

Ministère chargé du Développement Rural : Dr Ouayara KONE ;

Ministère chargé de l'Environnement, Monsieur Ahmadou Halassi DICKO ;

Ministère chargé du Travail, Monsieur Ahmed Mohamed YAHYA ;

Ministère chargé de la Promotion de la Femme, Monsieur Boubou Gouro DIALL ;

Ministère chargé de la Culture, Monsieur Ibrahim SANOGO ;

Association Malienne des Droits de l'Homme, Maître Aliou KEITA ;

Haut Conseil Islamique, Monsieur Cheick Tidiane HAIDARA ;

Eglise Catholique, L'Abbé Alexandre DENOU ;
Eglise Protestante, Monsieur Youssouf DIONE ;
Associations de Consommateurs du Mali, Monsieur Oumar TRAORE ;

Ordre National des Médecins, Docteur Lassana FOFANA ;

Ordre National des Sages-Femmes, Madame KOUMARE Diouma CAMARA ;

Ordre National des Pharmaciens, Docteur Abdou DOUMBIA ;

Ordre National des Vétérinaires, Docteur Oumar Macki TOUNKARA ;

Comité d'Ethique de l'Institut National de Recherche en Santé Publique, Madame SIDIBE Diabba CAMARA ;

Comité d'Ethique de la Faculté de Médecine et d'Odontostomatologie, Professeur Saïbou MAIGA ;

Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique, Monsieur Mohamed Bana DICKO ;

Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée, Monsieur Oumar SANKARE ;

Institut National de Recherche en Géro-nto-Gériatrie, Madame MAIGA Mariam TRAORE ;

Institut des Sciences Humaines, Monsieur Fadaman KEITA ;

Institut d'Economie Rurale, Docteur Abdoulaye HAMADOUN.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 22 juillet 2015

Le ministre,
Ousmane KONE

**ARRETE N° 2015-2444/MSHP-SG DU 27 JUILLET 2015
PORTANT OCTROI DE LICENCE D'EXPLOITATION
D'UNE OFFICINE DE PHARMACIE**

**LE MINISTRE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE
PUBLIQUE,**

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} : Il est accordé à Madame Jacqueline KEÏTA la licence d'exploitation d'une officine de pharmacie dénommée « **OFFICINE DOUNOUPHARMA** », sise à Sotuba, Cité des Officiers, dans la Commune I du District de Bamako.

ARTICLE 2 : L'exploitante est tenue de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'exercice privé des professions sanitaires.

ARTICLE 3: Cette licence est accordée exclusivement au titre de la législation sur la pharmacie et ne dispense pas l'exploitante de se conformer à toute autre réglementation pouvant lui être applicable, notamment les législations du travail et du commerce.

ARTICLE 4: L'exploitante doit informer l'Inspecteur en Chef de la Santé, le Directeur de la Pharmacie et du Médicament, le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, le Directeur Régional de la Santé du District de Bamako et le Médecin-Chef du Centre de Santé de Référence de la Commune I de la date du début effectif de l'exploitation de son établissement.

ARTICLE 5: Le contrôle dudit établissement est effectué par l'Inspection de la Santé, la Direction de la Pharmacie et du Médicament et le Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens du Mali.